

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1658

[2009/202044]

**3 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 73, alinéa 3, du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique, inséré par le décret du 20 juillet 2005 relatif aux subventions pour la promotion touristique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant application du décret du 18 décembre 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Tourisme, donné le 6 septembre 2007;

Vu l'avis n° 45.422/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 décembre 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission Sécurité-Incendie des établissements d'hébergement touristique, donné le 13 décembre 2007;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.**Art. 2.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique, il est inséré un troisième alinéa à l'article 56, rédigé comme suit :

"Par dérogation au premier alinéa, l'attestation de sécurité-incendie est délivrée sur base des normes de sécurité spécifiques, définies à l'annexe 11, pour les bâtiments visés à l'article 73, alinéa 3 du décret."

**Art. 3.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 11 qui est jointe en annexe au présent arrêté.**Art. 4.** Les bâtiments visés à l'article 73, alinéa 3, du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique et exploités à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sans attestation de sécurité-incendie disposent d'un délai de douze mois, à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour adresser au bourgmestre une demande d'attestation de sécurité-incendie.

Les établissements d'hébergement touristique qui se sont conformés à l'alinéa précédent peuvent poursuivre leur exploitation jusqu'à ce qu'il soit statué définitivement sur leur demande.

**Art. 5.** Le Ministre du Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 avril 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

**ANNEXE 11****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales****1. Généralités**

Ces dispositions sont applicables sans préjudice des normes et dispositions générales ou particulières applicables et notamment :

— l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire;

— le Code du bien-être au travail (Codex);

— le Règlement général pour la protection du travail (R.G.P.T.);

— le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

**1.1. But de ces dispositions**

Ces dispositions visent prioritairement à :

— assurer l'évacuation des occupants en cas d'incident;

— doter l'établissement des premiers moyens d'extinction;

— contrôler le niveau de sécurité des installations génératrices éventuelles d'incendie.

**1.2. Mesures à prendre par l'exploitant**

L'exploitant prend les mesures adéquates pour

a) prévenir les incendies;

b) combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie;

c) en cas d'incendie :

1° permettre aux personnes hébergées de donner l'alerte et l'alarme;

2° assurer la sécurité des personnes et, si nécessaire, pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger;

3° avertir immédiatement le Service d'Incendie territorialement compétent.

**1.3. Domaine d'application**

Ces dispositions sont applicables à tout établissement d'hébergement touristique mis en location ou à disposition exclusivement d'un camp d'une organisation de jeunesse, reconnue par la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone (Belgique) ou encore par l'autorité compétente de tout Etat membre de l'Union européenne.

**1.4. Terminologie**La terminologie adoptée est celle figurant à l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

### 1.5. Comportement au feu des éléments et matériaux de construction

A la demande du bourgmestre ou de son délégué, l'exploitant est tenu de produire la preuve que les dispositions en matière de comportement au feu des éléments et matériaux de construction repris dans la présente réglementation sont observées.

S'il ne peut fournir cette preuve, il est tenu de donner par écrit et sous la co-signature d'un architecte, une description de la composition des éléments et matériaux de construction pour lesquels la preuve précitée ne peut être fournie.

### 1.6. Réaction au feu - Méthodes d'essais

Les matériaux de construction sont catalogués d'après la classification reprise dans l'annexe 5 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

Les isolants apparents répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2006 (S.P.F. Intérieur) établissant l'équivalence entre les classes belges et européennes en matière de réaction au feu pour une série de produits isolants thermiques pour le bâtiment.

### 1.7. Norme NBN et équivalence dans un autre Etat membre de l'Union européenne

S'il est établi au moyen de documents nécessaires qu'un produit repris dans la présente annexe satisfait aux exigences fixées en norme NBN selon des méthodes d'essai et de classification équivalentes dans un autre Etat membre de l'Union européenne, ce produit est considéré comme satisfaisant aux spécifications techniques fixées par ladite annexe.

## CHAPITRE II. — Dispositions particulières

### 2.0. Electricité

**2.0.1.** L'installation électrique du bâtiment dans lequel des locaux sont mis à disposition doit être contrôlée par un organisme agréé par le SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie lors de la 1<sup>re</sup> visite d'inspection et ensuite tous les cinq ans et chaque fois que des modifications importantes sont effectuées. Ce contrôle est établi dans le respect des dispositions du RGIE et notamment, pour les installations électriques dont l'exécution a été entamée avant le 1<sup>er</sup> octobre 1981, sur base de son article 276 du RGIE. Le rapport de contrôle doit faire référence à cet article. Les remarques et infractions reprises au rapport délivré par cet organisme doivent recevoir une suite dans les plus brefs délais. Ce rapport avec la mention "conforme au règlement en vigueur" doit être tenu à la disposition du service d'incendie territorialement compétent.

**2.0.2.** Les appareils électriques répondent aux exigences du marquage.

#### 2.1. Eclairage de sécurité

Les locaux à occupation nocturne et les couloirs ou locaux qui conduisent de ces derniers jusqu'à l'extérieur, les locaux pouvant être utilisés comme cuisine, doivent être équipés d'un éclairage de sécurité. Une unité d'éclairage de sécurité est également prévue au-dessus des portes de sortie et de sortie de secours.

Pour cet éclairage de sécurité, les normes NBN EN 1838 (éclairage de secours), NBN C71-100 (éclairage de sécurité - règles d'installation et consignes pour le contrôle et l'entretien) et NBN EN-60-598-2-22 (luminaires pour éclairage de secours) sont d'application.

Les installations sont testées avant chaque occupation des lieux.

Les appareils défectueux sont immédiatement remplacés.

#### 2.2. Moyens de lutte contre l'incendie

**2.2.1.** Le nombre minimum et l'emplacement des extincteurs sont déterminés suivant les instructions du Service d'Incendie territorialement compétent.

Ces extincteurs sont du type à H<sub>2</sub>O pulvérisée (+ additif) conformes aux normes de la série NBN EN 3 (extincteurs d'incendie portatifs) pour le bâtiment.

Ces extincteurs sont du type à CO<sub>2</sub> conformes aux normes de la série NBN EN 3 pour les locaux pouvant être utilisés comme cuisine.

Les appareils sont fixés au mur, à plus ou moins 1 m de hauteur, dans des endroits facilement accessibles en tout temps et, si nécessaire, clairement repérés.

Les instructions d'utilisation des extincteurs sont rédigées dans les trois langues nationales et en anglais.

Les extincteurs à poudre qui seraient en place au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon, peuvent être maintenus jusqu'à leur remplacement.

**2.2.2.** Le matériel de lutte contre l'incendie est contrôlé, une fois l'an, conformément à la NBN S21-050 (inspection et maintenance des extincteurs d'incendie portatifs) par une personne compétente d'une société qualifiée pour la maintenance d'extincteurs portatifs.

**2.2.3.** Une couverture anti-feu conforme à la NBN-EN-1869 est placée dans les locaux pouvant être utilisés comme cuisine.

#### 2.2.4. Usage des friteuses

L'usage de friteuses n'est autorisé que si l'établissement d'hébergement touristique respecte toutes les conditions suivantes :

- la cuisine est limitée par des parois Rf ½ h ou 1 h;
- la valeur de la résistance au feu d'une demi-heure ou d'une heure est déterminée par le Service régional d'Incendie en fonction de l'importance de la nature des risques et si la configuration des lieux l'impose;
- les portes présentent une Rf ½ h et sont équipées d'un dispositif de fermeture automatique ou d'un dispositif de fermeture automatique en cas d'incendie;
- les friteuses sont protégées par une installation automatique d'extinction à eau légère;
- le déclenchement de l'installation d'extinction provoque la coupure de l'alimentation énergétique des friteuses.

### 2.3. Les installations de chauffage et production d'eau chaude sanitaire

#### 2.3.1. Combustibles solides, liquides ou gazeux

**2.3.1.1.** Les installations de chauffage central utilisant des combustibles liquides ou solides doivent être entretenues conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 6 janvier 1978 tendant à prévenir la pollution atmosphérique. Les installations de chauffage central utilisant des combustibles gazeux sont entretenues une fois l'an par un technicien spécialement équipé à cet effet. Les documents attestant l'entretien annuel sont tenus à la disposition des occupants.

**2.3.1.2.** Les appareils individuels de chauffage par combustion sont obligatoirement reliés à un conduit de fumée. Ils sont conçus de manière à assurer l'évacuation totale et régulière à l'extérieur des gaz de combustion.

**2.3.1.3.** Tout conduit de fumée est examiné au minimum une fois l'an et les conduits des installations à combustibles solides ou liquides sont ramonés au minimum une fois l'an. Les documents attestant l'entretien ou le ramonage annuels sont tenus à la disposition des occupants.

**2.3.1.4.** Les cheminées et conduits de fumée des appareils de chauffage doivent être construits en matériaux non combustibles.

**2.3.1.5.** Les appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire doivent être conçus et établis de façon à offrir des garanties de sécurité suffisantes eu égard aux circonstances locales. Ils répondent aux normes les concernant.

**2.3.1.6.** Les générateurs de chaleur, les cheminées et les conduits de fumée doivent être installés à une distance suffisante des matières et matériaux combustibles ou en être isolés de manière à prévenir le risque d'incendie.

**2.3.1.7.** Les appareils de chauffage mobiles sont interdits.

### **2.3.2. Electricité**

Seuls les appareils de chauffage d'appoint électriques conformes aux normes en vigueur du type à résistances non apparentes sont acceptés. Ils répondent aux exigences du marquage CE.

## **2.4. Installation au gaz**

### **2.4.1. Généralités**

Les appareils à gaz (chauffage, production d'eau sanitaire, cuisine) doivent satisfaire aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils doivent être munis d'une marque de conformité BENOR ou AGB s'ils sont construits avant le 1<sup>er</sup> janvier 1996 et le marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995.

Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

### **2.4.2. Gaz naturel**

Les conduites de distribution sont métalliques.

L'installation est conforme à la norme NBN D51-003 relative aux "installations alimentées en gaz combustibles plus léger que l'air, distribué par canalisation de gaz" et/ou à la norme NBN D 51-004 relative aux "Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations : installations particulières".

Préalablement à la mise en service et après des modifications importantes, l'installation ou partie d'installation neuve fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité et de conformité réalisé par un installateur habilité ou à défaut par un organisme accrédité pour la norme NBN D51 003 lorsque l'installateur n'est pas habilité.

Ce contrôle d'étanchéité et de conformité est réalisé ensuite tous les cinq ans par un organisme accrédité pour la norme NBN D51 003.

L'entretien des installations et des appareils est annuel. Il est réalisé par un installateur habilité.

Les documents relatifs à ces contrôles sont tenus à la disposition du service d'Incendie territorialement compétent.

### **2.4.3. Gaz de pétrole liquéfié**

**2.4.3.1.** Les installations doivent être conformes aux dispositions des normes NBN D51-006 relatives aux "Installations intérieures alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression maximale de service de 5 bar et placement des appareils d'utilisation - Dispositions générales" "Partie 1 : Terminologie, Partie 2 : Installations intérieures, Partie 3 : Placement des appareils d'utilisation".

Préalablement à la mise en service et après des modifications importantes, l'installation ou partie d'installation neuve fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité et de conformité par un installateur habilité ou à défaut par un organisme accrédité pour la norme NBN D51 006 lorsque l'installateur n'est pas habilité.

Ce contrôle d'étanchéité et de conformité est réalisé ensuite tous les cinq ans par un organisme accrédité pour la norme NBN d51 006.

L'entretien des installations et des appareils est annuel. Il est réalisé par un installateur habilité.

Les documents relatifs à ces contrôles et entretiens sont tenus à la disposition du Service d'Incendie territorialement compétent.

### **2.4.3.2 Mesures de sécurité concernant les récipients mobiles.**

Les récipients mobiles ne peuvent être placés à l'intérieur des bâtiments, à l'exception de ceux dont la quantité de combustible ne dépasse pas trois kilos. A l'extérieur des bâtiments, ils sont placés à 1,50 m au moins des fenêtres et à 2,50 m au moins des portes.

Les récipients mobiles sont toujours placés debout, à un niveau qui ne peut être en contrebas, par rapport au sol environnant et à 2,50 m au moins de toute ouverture de cave ou d'une descente vers un lieu souterrain. Leur stabilité doit être assurée.

Il est interdit de laisser séjourner des matières facilement combustibles, y compris des herbes sèches et des broussailles, à moins de 2,50 m des récipients mobiles.

Les récipients mobiles ainsi que leur appareillage sont protégés des intempéries. Tout abri ou local dans lequel ils sont éventuellement installés :

- ne peut être construit qu'à l'aide des matériaux non combustible;
- est convenablement aéré par le haut et par le bas.

### **2.4.4. Flexibles**

**2.4.4.1.** Le flexible reliant la cuisinière à la bonbonne ou au réseau de distribution de gaz naturel répond soit à la NBN EN 1762 (tuyaux et flexibles en caoutchouc pour le gaz de pétrole liquéfié GPL (en phase liquide ou gazeuse) et le gaz naturel jusqu'à 25 bar (2,5 MPa)), soit à la NBN EN 1763-1 (tubes, tuyaux et flexibles en caoutchouc et en plastique pour le propane commercial, le butane commercial et leurs mélanges en phase vapeur - Partie 1 : Exigences relatives aux tubes et tuyaux en caoutchouc et en plastique).

Tout flexible dont la date de validité est dépassée, ou vieux de plus de cinq ans ou détérioré (craquelé, abrasé,...) est immédiatement remplacé.

**2.4.4.2.** Les flexibles à basse pression de plus de 2 mètres sont obligatoirement en acier : type Rht (résistant à haute température) conformes aux spécifications de l'Association royale des Gaziers belges. Ces flexibles ne peuvent être placés en série.

**2.4.5.** L'utilisation pour la cuisine de dispositif type "bec bunsen" reste permise sans préjudice du respect des dispositions reprises au point 2.4.4 ci-avant et des recommandations de bon usage.

**2.4.6. Contrôle**

Le contrôle réalisé par l'organisme accrédité pour les normes NBN D51 003, NBN D51 004 et NBN d51 006 a notamment pour objet l'ensemble des points suivants :

- le contrôle de conformité suivant les normes d'application citées ci-avant;
- la vérification que le nettoyage des brûleurs et le réglage de leur bon fonctionnement a bien été réalisé;
- la vérification du bon fonctionnement des dispositifs de protection et de régulation;
- la vérification de l'étanchéité de l'installation à savoir :

\* un essai de mise sous pression avec robinet d'arrêt des appareils fermés.

Cette mise sous pression est effectuée à l'aide d'un manomètre étalonné et à 50 mbar sans toutefois dépasser la pression maximale de service admise par certains dispositifs sur l'installation. L'essai est satisfaisant si on n'enregistre pas de diminution de pression durant celui-ci;

\* un essai de mise sous pression avec robinet d'arrêt des appareils ouvert.

Cette mise sous pression est effectuée à la pression de service et à l'aide d'un manomètre étalonné. L'essai est satisfaisant si on n'enregistre pas de diminution de pression durant celui-ci.

- la vérification que le nettoyage des conduits d'évacuation des gaz de combustion a bien été réalisé;
- un examen du déclenchement des thermocouples.

**2.5. Moyens d'annonce et d'alarme**

**2.5.1.** Un poste téléphonique fixe mis à la disposition des occupants du bâtiment doit permettre d'atteindre, en tout temps, les services d'urgence 100 ou 112 visés à l'arrêté royal du 9 octobre 2002 fixant les services d'urgence conformément à l'article 125 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques autonomes.

A défaut, la localisation de la cabine téléphonique publique la plus proche doit être indiquée dans l'hébergement (cfr 2.7).

Par ailleurs, l'exploitant s'assurera que le personnel d'encadrement détienne un appareil de téléphonie mobile pour autant que la réception soit satisfaisante.

**2.5.2. Détection**

Les locaux à occupation nocturne et les pièces de vie collective (à l'exclusion des locaux pouvant être utilisés comme cuisine) doivent être équipés de détecteurs automatiques d'incendie du type domestique.

Ces appareils sont du type optique de fumée conforme à la EN 14604 (dispositif d'alarme de fumée).

A défaut de normes relatives aux règles d'installation des détecteurs d'incendie du type domestique, les recommandations d'utilisation données par le fabricant sont de stricte application.

En fonction de la disposition particulière des lieux, le Service d'incendie territorialement compétent détermine le nombre exact et l'emplacement de ces détecteurs.

Les appareils sont testés avant chaque occupation des lieux.

Les appareils défectueux sont immédiatement remplacés.

**2.6. Evacuation**

**2.6.1.** Lorsque le bâtiment est de deux niveaux ou plus au-dessus du niveau normal d'évacuation, les chapitres IV "Compartimentage" et V "Evacuation" de l'annexe 8 sont d'application.

**2.6.2.** Les voies d'évacuation doivent rester libres en permanence, en particulier la disposition des lits et/ou couchages et des valises et sacs dans les locaux à occupation nocturne ne peut compromettre une bonne circulation en cas d'incident.

**2.6.3.** L'emplacement, la distribution et la largeur des escaliers, des voies d'évacuation, des sorties doivent permettre une évacuation rapide et facile des personnes.

**2.6.4.** Pour les locaux à occupation nocturne, un chemin alternatif de fuite doit être possible. Ce chemin doit être le plus court possible, être suffisamment large (minimum 0,60 m) et conduire à un endroit où pourra être déployé le matériel de secours du Service d'incendie territorialement compétent.

**2.6.5.** Si les portes sont fermées à clefs durant l'occupation nocturne des locaux, les clefs doivent être en permanence accessibles près des portes.

**2.6.6.** Les voies d'évacuation ne peuvent emprunter des locaux servant de réserves et/ou de dépôt.

**2.6.7.** Les locaux à occupation nocturne ne peuvent être contigus à un dépôt de fourrage à moins d'en être séparés par des parois horizontales et/ou verticales EI 60 conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel (S.P.F. Intérieur) du 6 juin 2006 établissant l'équivalence entre les classes belges et européennes en matière de réaction au feu pour une série de produits isolants thermiques pour le bâtiment).

**2.7. Signalisations et consignes**

**2.7.1.** La signalisation par pictogrammes (sorties, sorties de secours, matériel de lutte contre l'incendie...), conforme à l'arrêté royal du 17 juin 1997 concernant la signalisation de sécurité et de santé au travail, est de stricte application. Cette signalisation doit être visible et lisible en toutes circonstances.

**2.7.2.** Un plan d'orientation simplifié (disposition générale des locaux, emplacement de la chaufferie, du tableau électrique...) est placé près des accès à chaque niveau.

**2.7.3. Instructions**

**2.7.3.1.** Des instructions affichées en nombre suffisant et en des endroits convenables pour leur lecture informent les résidents au sujet de l'alarme afin de :

- leur permettre d'identifier le signal correspondant,
- leur faire connaître la conduite à suivre au cas où celle-ci serait donnée.

**2.7.3.2.** En particulier les instructions rappellent la nature des renseignements qu'il convient de fournir lors de l'annonce aux services d'urgence 100 ou 112 :

- l'endroit précis de l'incident (rue, village, lieu dit, etc.);
- la nature de l'incident (incendie, accident de roulage, etc) et une estimation de sa gravité (nombre de victime et nature des blessures);
- son identité;
- et si possible le numéro de téléphone de l'appelant.

2.7.3.3. Les instructions sont rédigées dans les trois langues nationales et en anglais.

## 2.8. Documents

Tous les documents repris aux articles précédents sont rassemblés dans un dossier que l'exploitant des bâtiments tient à la disposition des agents des services compétents.

## 2.9. Information préalable

1. Avant la prise de possession des lieux, l'exploitant :

1) invite les membres de l'équipe d'encadrement à respecter les points suivants :

— assurer ordre et propreté, en particulier dans les sous-sols et les greniers, ces aspects contribuant à favoriser la sécurité des lieux;

— maintenir fermés les locaux et espaces techniques, les clés étant tenues à disposition de l'équipe d'encadrement;

— maintenir vides de tout dépôt les locaux et espaces techniques;

— assurer la stricte application de l'interdiction de fumer;

2) informe les membres de l'équipe d'encadrement :

— de la présence et de la nature des moyens d'extinction et d'alarme (extincteurs, détecteurs,...);

— des conditions de l'emploi des moyens d'extinction;

— de la présence et de la nature des dispositifs de sécurité des installations techniques (vanne gaz, tableau électrique,...);

— du circuit possible d'évacuation de secours;

— du moyen d'annonce disponible.

2.9.2. L'exploitant remet aux occupants un document écrit reprenant toutes les informations prévues au point 2.10.1.

2.9.3. L'exploitant et les membres de l'équipe d'encadrement procèdent de concert à un test des installations d'éclairage de sécurité et de détection automatique d'incendie.

2.9.4. Avant la prise de possession des lieux, les responsables de camps informent le bourgmestre de l'entité :

— du lieu,

— de la durée du séjour,

— du nombre de participants,

— des coordonnées du ou des responsable(s) du camp et d'un numéro de téléphone.

Le bourgmestre transmet pour information ces renseignements au Service d'incendie territorialement compétent.

## 2.10. Numéros de secours

Les services d'urgence 100 ou 112 doivent être clairement indiqués (voir point 2.7.).

L'exploitant rappellera qu'un des membres de l'équipe d'encadrement, au minimum, doit être présent par entité de 50 jeunes encadrés et par endroit de camp et doit être joignable par GSM (téléphone cellulaire), pour autant que la réception soit satisfaisante.

## 2.11. Matériaux

Les matériaux flottants servant à la délimitation des espaces à occupation nocturne doivent être du type A2 au niveau de la réaction au feu (classification belge).

Les matériaux fixes servant à la décoration et à la délimitation des espaces à occupation nocturne doivent être au minimum du type B-s2, d<sub>1</sub> au niveau de la réaction au feu (classification européenne); le bois reste néanmoins permis.

## 2.12. Protection contre les chutes

Les puits, citernes, bassins, cuves, réservoirs et ouvertures quelconques, lorsqu'ils présentent du danger pour les occupants, doivent être convenablement couverts ou entourés de garde-corps solidement établis, de 1 mètre de hauteur minimum.

Les baies de portes et fenêtres et autres ouvertures dans les murs, dont le seuil est à moins de 70 cm au-dessus du plancher vers l'intérieur du local et à plus de 1,50 m du sol vers l'extérieur, doivent être protégées par un garde-corps solidement établi, d'1 mètre de hauteur minimum.

Les escaliers doivent être munis de solides mains courantes, placées à une hauteur minimum de 0,75 m du côté où il y a éventuellement danger de chute. Lorsque les escaliers ont une largeur dépassant 1,50 m ou lorsqu'il y a danger de chute des deux côtés, les mains courantes sont doubles.

Les garde-corps doivent être réalisés de manière à ce que les enfants ne puissent se faufiler entre les balustres. Il en est de même pour les mains courantes lorsqu'il y a danger de chute.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique, tel que modifié par le décret du 20 juillet 2005.

Namur, le 3 avril 2009.

Le Ministre-Président

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1658

[2009/202044]

**3 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen**

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 73, derde lid, van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2005 betreffende de subsidies voor de bevordering van het toerisme;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Toerisme, gegeven op 6 september 2007;

Gelet op advies nr. 45.422/4 van de Raad van State, gegeven op 3 december 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de brandveiligheidscommissie van de toeristische logiesverstreckende inrichtingen, gegeven op 13 december 2007;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

**Art. 2.** In het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen wordt een derde lid ingevoegd in artikel 56, luidend als volgt :

“In afwijking van het eerste lid, wordt het brandveiligheidsattest afgegeven op grond van de in bijlage 11 bepaalde specifieke veiligheidsnormen, voor de gebouwen bedoeld in artikel 73, derde lid, van het decreet.”

**Art. 3.** In hetzelfde besluit wordt een bijlage 11 ingevoegd, die bij dit besluit wordt gevoegd.

**Art. 4.** De gebouwen bedoeld in artikel 73, derde lid, van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen en uitgebaat op de inwerkingtreding van dit besluit zonder brandveiligheidsattest beschikken over een termijn van twaalf maanden te rekenen van de inwerkingtreding van dit besluit om een aanvraag om brandveiligheidsattest aan de burgemeester te richten.

De toeristische logiesverstreckende inrichtingen die zich geschikt hebben naar vorig lid, kunnen hun uitbating voortzetten totdat over hun aanvraag definitief is beslist.

**Art. 5.** De Minister van Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

**BIJLAGE 11**HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen***1. Algemeen**

Deze bepalingen zijn toepasselijk onverminderd de normen en algemene of bijzondere toepasselijke bepalingen en met name :

— het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen;

— de Codex over het welzijn op het werk;

— het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming;

— het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

**1.1. Doel van die bepalingen**

Die bepalingen hebben bij voorkeur als doel :

— voor de evacuatie van de bewoners in geval van incident te zorgen;

— de inrichting uit te rusten met de eerste blusmiddelen;

— het veiligheidsniveau te controleren van de installaties die eventueel brand veroorzaken.

**1.2. Door de exploitant te treffen maatregelen**

De exploitant treft de gepaste maatregelen om

a) de branden te voorkomen;

b) elk begin van brand snel en efficiënt te bestrijden;

c) in geval van brand :

1<sup>o</sup> de gehuisveste personen in staat te stellen alarm te staan;

2<sup>o</sup> de veiligheid van de personen te verzekeren en, indien nodig, die snel en zonder gevaar te evacueren;

3<sup>o</sup> de territoriaal bevoegde Brandweerdienst onmiddellijk te waarschuwen.

### 1.3. Toepassingsgebied

Deze bepalingen zijn van toepassing op elke toeristische logiesverstrekkende inrichting die uitsluitend verhuurd wordt aan of ter beschikking wordt gesteld van een kamp van een jeugdorganisatie erkend door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap (België) of nog door de bevoegde overheid van elke lidstaat van de Europese Unie.

### 1.4. Terminologie

De gebruikte terminologie is die welke staat vermeld in bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

### 1.5. Gedrag bij brand van de elementen en van het constructiemateriaal

Op het verzoek van de burgemeester of zijn afgevaardigde is de exploitant verplicht het bewijs voor te leggen dat de voorschriften inzake gedrag bij brand van de elementen en het constructiemateriaal, opgenomen in deze reglementering, worden nageleefd.

Kan hij dit bewijs niet voorleggen, is hij verplicht een schriftelijke beschrijving van de samenstelling van de elementen en het constructiemateriaal met de medeondertekening van een architect te geven waarvoor het voormelde bewijs niet kan geleverd worden.

### 1.6. Reactie bij brand - Testmethodes

Het constructiemateriaal wordt ingedeeld volgens de klassering die opgenomen is in bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

De zichtbare isolatieproducten voldoen aan de bepalingen van het ministerieel besluit van 6 juni 2006 (FOD Binnenlandse Zaken) tot vaststelling van de overeenstemming tussen de Belgische en Europese klassen inzake reactie bij brand voor een reeks van producten voor thermische isolatie van gebouwen.

### 1.7. NBN-Norm en gelijkwaardigheid in een andere lidstaat van de Europese Unie

Indien het wordt vastgesteld d.m.v. de noodzakelijke stukken dat een product opgenomen in deze bijlage voldoet aan de vereisten omgezet in een norm NBN volgens proef- en classificeringsmethodes die gelijkwaardig zijn in een andere lidstaat van de Europese Unie, wordt dat product geacht te voldoen aan de technische voorschriften van deze bijlage.

## HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen*

### 2.0. Elektriciteit

2.0.1. De elektrische installatie van het gebouw waarin lokalen ter beschikking worden gesteld, moet door een door de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie erkende instelling gecontroleerd worden bij de eerste inspectie en daarna om de vijf jaar en telkens als bijzondere wijzigingen worden aangebracht. Die controle wordt uitgeoefend met inachtneming van het AREI en met name, voor de elektrische installaties waarvan de uitvoering vóór 1 oktober 1981 begonnen is, op grond van artikel 276 van het AREI. Het controleverslag moet naar dat artikel verwijzen. De opmerkingen en overtredingen vermeld in het door die instelling afgegeven verslag moeten zo spoedig mogelijk een gevolg krijgen. Dat verslag met de vermelding "conform het vigerende reglement" moet ter beschikking worden gesteld van de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

2.0.2. De elektrische apparaten voldoen aan de eisen van de label.

#### 2.1. Veiligheidsverlichting

De lokalen voor nachtgebruik en de gangen of lokalen die naar buiten leiden, de lokalen die als keuken kunnen worden gebruikt, moeten uitgerust worden met een veiligheidsverlichting. Een veiligheidsverlichting is ook voorzien boven de uitgangsuren en de nooduitgangen.

Voor die veiligheidsverlichting zijn de normen NBN EN 1838 (Noodverlichting), NBN C71-100 (Veiligheidsverlichting - Installatieregels en instructies voor de controle en het onderhoud) en NBN EN-60-598-2-2 (Lampen voor veiligheidsverlichting) van toepassing.

De installaties worden voor elke bewoning van de plaatsen getest.

De defecte apparaten worden onmiddellijk vervangen.

#### 2.2. Brandbestrijdingsmiddelen

2.2.1. Het minimum aantal brandblusapparaten en hun plaats worden bepaald volgens de instructies van de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

Deze brandblusapparaten zijn van het type gepulveriseerd water (+ additief) en stemmen overeen met de normen van reeks NBN EN 3 (draagbare brandblusapparaten) voor het gebouw.

Deze brandblusapparaten zijn van het CO<sub>2</sub> -type en stemmen overeen met reeks NBN EN 3 voor de lokalen die als keuken gebruikt kunnen worden.

De apparaten worden opgehangen op ongeveer 1 meter hoog in plaatsen die gemakkelijk bereikbaar zijn en, indien nodig, duidelijk afgebakend.

De instructies voor het gebruik van de brandblusapparaten worden in de drie landstalen en in Engels opgesteld.

De poedersnelblussers die op het moment van de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering geïnstalleerd zouden zijn, kunnen gehandhaafd worden tot hun vervanging.

2.2.2. Het brandbestrijdingsmateriaal wordt één keer per jaar gecontroleerd overeenkomstig NBN S21-050 (inspectie en onderhoud van de draagbare brandblussers) door een bevoegde persoon van een vennootschap bevoegd voor het onderhoud van draagbare brandblussers.

2.2.3. Een blusdeken conform met de norm NBN-EN-1869 wordt in de lokalen die als keuken gebruikt kunnen worden, geplaatst.

**2.2.4. Gebruik van de friteuses**

Het gebruik van de friteuses wordt slechts toegelaten als de toeristische logiesverstrekende inrichting alle volgende voorwaarden vervult :

- de keuken wordt met wanden Rf ½ h of 1 h afgebakend;
- de waarde van de brandwerendheid van een half uur of één uur wordt bepaald door de Gewestelijke Brandweerdienst naar gelang van het belang van de aard van de risico's en als de bouw van de plaatsen het vereist;
- de deuren hebben een Rf ½ h en worden uitgerust met een automatisch sluitsysteem of een automatisch sluitsysteem in geval van brandweer;
- de friteuses worden beschermd door een automatische uitschakelinginstallatie met licht water;
- de inwerkingstelling van de uitschakelinginstallatie veroorzaakt de onderbreking van de energievoeding van de friteuses.

**2.3. Verwarmingsinstallaties en productie van sanitair warm water****2.3.1. Vaste, vloeibare of gasachtige brandstoffen**

**2.3.1.1.** De centrale verwarmingsinstallaties die vloeibare of vaste brandstoffen gebruiken, moeten onderhouden worden overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 6 januari 1978 ter voorkoming van luchtverontreiniging. De centrale verwarmingsinstallaties die gasachtige brandstoffen gebruiken, worden één keer per jaar onderhouden door een daartoe bijzonder uitgeruste technicus. De documenten die het jaarlijkse onderhoud bevestigen, worden ter beschikking gesteld van de bewoners.

**2.3.1.2.** De individuele verwarmingsapparaten d.m.v. verbranding worden verplicht verbonden aan een rookpijp. Ze worden zodanig ontworpen dat ze de totale en regelmatige evacuatie van de verbrandingsgassen naar buiten verzekeren.

**2.3.1.3.** Elke rookpijp wordt minstens één keer per jaar onderzocht en de leidingen van de installaties met vaste of vloeibare brandstoffen worden minstens één keer per jaar geveegd. De documenten die het jaarlijkse onderhoud of het schoorsteenvegen bevestigen, worden ter beschikking gesteld van de bewoners.

**2.3.1.4.** De schoorstenen en rookpijpen van de verwarmingstoestellen moeten met niet-brandbare materialen gebouwd worden.

**2.3.1.5.** De verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water moeten zodanig ontworpen en gebouwd worden dat ze voldoende veiligheidswaarborgen bieden t.a.v. lokale omstandigheden. Ze voldoen aan de normen die ze betreffen.

**2.3.1.6.** De warmtegeneratoren, de schoorstenen en de rookpijpen moeten geïnstalleerd worden op een voldoende afstand van brandbare stoffen en materialen of daarvan worden verwijderd om het brandrisico te voorkomen.

**2.3.1.7.** Beweeglijke verwarmingsapparaten zijn verboden.

**2.3.2. Elektriciteit**

Alleen de elektrische toestellen voor aanvullende verwarming die met de vigerende normen overeenstemmen en die geen zichtbare weerstanden hebben, worden aangenomen. Ze voldoen aan de eisen van de EG-label.

**2.4. Gasinstallatie****2.4.1. Algemeen**

De gasapparaten (verwarming, productie van sanitair water, keuken) moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en van de desbetreffende besluiten. Ze moeten de BENOR- of AGB-conformiteitslabel dragen als ze vóór 1 januari 1996 gefabriceerd zijn en de EG-label als ze na 31 december 1995 gebouwd zijn.

Alle verwarmingsapparaten aangesloten op een gasinstallatie zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

**2.4.2. Aardgas**

De distributieleidingen zijn metallisch.

De installatie is conform met NBN D 51-003 "Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen", en/of met NBN D 51-004 "Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen : bijzondere installaties".

Voor de indienstelling en na belangrijke wijzigingen maakt de nieuwe installatie of een gedeelte ervan het voorwerp uit van een dichtheids- en conformiteitscontrole uitgevoerd door een gemachtigde installateur of, bij gebrek, door een instelling geaccrediteerd voor norm NBN D51 003 wanneer de installateur niet gemachtigd wordt.

Die dichtheids- en conformiteitscontrole wordt daarna om de vijf jaar uitgevoerd door een instelling geaccrediteerd voor norm NBN D51 003.

Het onderhoud van de installaties en toestellen is jaarlijks. Het wordt door een gemachtigde installateur uitgevoerd.

De documenten betreffende deze controles worden ter beschikking gesteld van de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

**2.4.3. Vloeibaar gemaakt petroleumgas**

**2.4.3.1.** De installaties moeten overeenstemmen met de bepalingen van de normen NBN D51-006 "Binnenleidingen voor commercieel butaan of propaan in gasfase op een werkdruk van maximum 5 bar en plaatsing van de verbruikstoestellen - Algemene bepalingen" Deel 1 : Terminologie, Deel 2 : Binnenleidingen, Deel 3 : Plaatsing van de verbruikstoestellen".

Voor de indienstelling en na belangrijke wijzigingen maakt de nieuwe installatie of een gedeelte ervan het voorwerp uit van een dichtheids- en conformiteitscontrole uitgevoerd door een gemachtigde installateur of, bij gebrek, door een instelling geaccrediteerd voor norm NBN D51 006 wanneer de installateur niet gemachtigd wordt.

Die dichtheids- en conformiteitscontrole wordt daarna om de vijf jaar uitgevoerd door een instelling geaccrediteerd voor norm NBN D51 006.

Het onderhoud van de installaties en toestellen is jaarlijks. Het wordt door een gemachtigde installateur uitgevoerd.

De documenten betreffende deze controles en onderhouden worden ter beschikking gesteld van de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

#### 2.4.3.2 Veiligheidsmaatregelen betreffende de verplaatsbare recipiënten.

De verplaatsbare recipiënten mogen niet geplaatst worden binnen de gebouwen met uitzondering van degene waarvan de hoeveelheid brandstoffen niet hoger is dan drie kilo. Buiten de gebouwen worden ze geplaatst op minstens 1,50 meter van de vensters en op minstens 2,50 meter van de deuren.

De verplaatsbare recipiënten staan steeds rechtop, op een niveau dat niet lager ligt dan de omliggende grond, en op minstens 2,5 m afstand van elke kelderopening of ingang naar een ondergrondse plek. Zij moeten tegen omvallen beschermd zijn.

Gemakkelijk brandbare stoffen, met inbegrip van droog gras en onkruid, mogen niet opgestapeld worden op minder dan 2,5 m van de verplaatsbare recipiënten.

Verplaatsbare recipiënten met hun toestellen zijn beschermd tegen weer en wind. Elke schuilplaats of lokaal waarin ze eventueel geïnstalleerd zijn :

- mag enkel vervaardigd worden uit ontbrandbare materialen;
- is voorzien van een goede ventilatie, zowel onderaan als bovenaan. »

#### 2.4.4. Buigzame leidingen

2.4.4.1. De buigzame leiding die het fornuis aansluit op de gasfles of op het aardgasdistributienet voldoet aan NBN EN 1762 (rubberen pijpen en buigzame leidingen voor vloeibaar gemaakt petroleumgas (in vloeibare of gasachtige fase) en aardgas tot 25 bar (2,5 Mpa), ofwel aan NBN 1763-1 (rubberen en plastic buizen, pijpen en buigzame leidingen voor propaan in handelskwaliteit, butaan in handelskwaliteit en hun mengsels in dampfase - Deel 1 : Eisen betreffende de rubberen en plastic buizen en pijpen).

Elke buigzame leiding waarvan de geldigheidsdatum overschreden is of ouder dan vijf jaar of beschadigd (gebarsten, uitgeslepen...) wordt onmiddellijk vervangen.

2.4.4.2. De buigzame lagedruk-leidingen van meer dan 2 meter zijn verplicht in staal : type Rht (bestendig tegen hoge temperatuur) en conform met de specificaties van de Koninklijke Vereniging van Belgische Gasvakklieden. Deze buigzame leidingen mogen niet in serie geplaatst worden.

2.4.5. Het gebruik voor de keuken van een voorziening van het type "bec bunsen" blijft toegelaten onverminderd de naleving van de hierboven vermelde bepalingen bedoeld in punt 2.4.4. en van de aanbevelingen van goed gebruik.

#### 2.4.6. Controle

De controle uitgevoerd door de instelling geaccrediteerd voor de normen NBN D51 003, NBN D51 004 en NBN d51 006 heeft met name alle volgende punten als doel :

- de conformiteitscontrole volgens de hierboven vermelde toepassingsnormen;
- het nagaan of het reinigen van de branders en de regeling van hun goede werking goed verricht is;
- de verificatie van de goede werking van de bescherming- en regelingsystemen;
- de verificatie van de waterdichtheid van de installatie met name :

\* een pomptest met stopkraan van de afgesloten apparaten.

Dat onder druk brengen wordt uitgevoerd aan de hand van een geijkte manometer op 50 mbar zonder evenwel de maximale dienstdruk toegelaten door enkele voorzieningen op de installatie te overschrijden. De test is bevredigend als geen drukvermindering gedurende laatstgenoemde test wordt vastgesteld;

\* een pomptest met stopkraan van de geopende apparaten.

Dat onder druk brengen wordt uitgevoerd op de dienstdruk en aan de hand van een geijkte manometer. De test is bevredigend als geen drukvermindering gedurende laatstgenoemde test wordt vastgesteld.

- het nagaan of het reinigen van de afvoerleidingen voor rookgassen goed verricht is;
- een examen van het uitschakelen van de thermokoppels.

### 2.5. Brand- en alarmmelding

2.5.1. Een vast telefoontoestel dat ter beschikking wordt gesteld van de bewoners van het gebouw moet dienen om elk ogenblik de nooddiensten 100 of 112 bedoeld in het koninklijk besluit van 9 oktober 2002 tot vaststelling van de nooddiensten overeenkomstig artikel 125 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, te kunnen waarschuwen.

Zoniet moet de ligging van de dichtstbij gelegen publieke telefooncel in de woning vermeld worden (zie 2.7.).

Bovendien moet de exploitant zich ervan vergewissen dat het begeleidingspersoneel een GSM bezit voor zover de ontvangst voldoende is.

#### 2.5.2. Detectie

De lokalen voor nachtgebruik en de gemeenschappelijke lokalen (met uitzondering van de lokalen die als keuken gebruikt kunnen worden) moeten uitgerust worden met huishoudelijke automatische brandmelders.

Deze apparaten zijn optische rookmelders en stemmen overeen met EN 14 604 (rookmelder).

Bij gebrek aan normen betreffende de installatie van huishoudelijke brandmelders zijn de door de fabrikant gegeven gebruiksaanbevelingen strikt toepasselijk.

Naar gelang van de bijzondere ligging van de plaatsen bepaalt de territoriaal bevoegde brandweerdienst het juiste aantal melders en de ligging ervan.

De apparaten worden voor elke bewoning van de plaatsen getest.

De defecte apparaten worden onmiddellijk vervangen.

## 2.6. Evacuatie

2.6.1. Wanneer het gebouw twee bouwlagen boven het normaal evacuatiëniveau heeft, zijn de hoofdstukken IV "Compartimentering" en V "Evacuatie" van bijlage 8 van toepassing.

2.6.2. De evacuatiëwegen moeten voortdurend vrij blijven; in het bijzonder mag de ligging van de bedden en/of slaappleatsen en van de koffers en tassen in de lokalen voor nachtgebruik het goede verkeer in geval van incident niet storen.

2.6.3. De plaats, de verdeling en de breedte van de trappen, evacuatiëwegen en uitgangen moeten een snelle en gemakkelijke evacuatie van de personen mogelijk maken.

2.6.4. Voor de lokalen voor nachtgebruik moet worden voorzien in een alternatieve vluchtweg. Die weg moet zo kort mogelijk zijn, een voldoende breedte hebben (minimum 0,60 m) en leiden tot een plaatst waar het materiaal van de territoriaal bevoegde brandweerdienst aangewend zal kunnen worden.

2.6.5. Als de deuren gedurende het nachtgebruik van de lokalen op slot gesloten worden, moeten de sleutels voortdurend bereikbaar zijn bij de deuren.

2.6.6. De evacuatiëwegen mogen niet langs lokalen die als bergplaatsen en/of opslagplaats dienen, gaan.

2.6.7. De lokalen voor nachtgebruik mogen niet aan een voederopslagplaats aangrenzend zijn, tenzij ze daarvan gescheiden worden door horizontale en/of verticale wanden EI 60 overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit (FOD Binnenlandse Zaken) van 6 juni 2006 tot vaststelling van de overeenstemming tussen de Belgische en Europese klassen inzake reactie bij brand voor een reeks van producten voor thermische isolatie van gebouwen).

## 2.7. Signaleringen en instructies

2.7.1. De signalering met pictogrammen (uitgangen, nooduitgangen, brandbestrijdingsmateriaal...) die het koninklijk besluit van 17 juni 1997 betreffende de veiligheids- en gezondheidssignalering op het werk conform is, is strikt van toepassing. Die signalering moet in alle omstandigheden zichtbaar en leesbaar zijn.

2.7.2. Een gesimplificeerd oriëntatieplan (algemene ligging van de lokalen, ligging van de stookruimte, van het veiligheidspaneel...) wordt aangebracht nabij de toegang tot elke verdieping.

### 2.7.3. Instructies

2.7.3.1. Instructies in voldoende aantal uitgehangen op plaatsen waar ze goed leesbaar zijn, lichten de bewoners voor betreffende het alarm, teneinde :

- hen in staat te stellen het overeenstemmende signaal te identificeren,
- hen de gedragslijnen te leren die zij moeten volgen bij alarm.

2.7.3.2. In het bijzonder herinneren de instructies aan de aard van de inlichtingen die verstrekt moeten worden bij melding aan de nooddiensten 100 of 112.

- de precieze plaats van het incident (straat, dorp, gehucht, enz.);
- de aard van het incident (brand, verkeersongeval, enz.) en een raming van zijn ernst (aantal slachtoffers en aard van de wonden);
- zijn/haar identiteit;
- en indien nodig het telefoonnummer de appellant.

2.7.3.3. De instructies worden in de drie landstalen en in Engels opgesteld.

## 2.8. Documenten

Alle documenten bedoeld in de vorige artikelen worden verenigd in een dossier dat de exploitant van de gebouwen ter beschikking stelt van de personeelsleden van de bevoegde diensten.

## 2.9. Voorafgaande informatie

1. Voor de bewoning van de plaatsen :

1) verzoekt de exploitant de leden van de begeleidingsploeg om de volgende punten na te leven :

— voor orde en netheid te zorgen, in het bijzonder in de kelderverdiepingen en zolders aangezien die aspecten ertoe bijdragen de veiligheid van de plaatsen te bevorderen;

— de technische lokalen en ruimten gesloten te handhaven en de sleutels ter beschikking te stellen van de begeleidingsploeg;

— de technische lokalen en ruimten zonder opslag te handhaven;

— voor de strikte toepassing van het rookverbod te zorgen;

2) informeert de exploitant de leden van de begeleidingsploeg over :

— de aanwezigheid en de aard van de blus- en alarmmiddelen (blusapparaten, detectors,...);

— de voorwaarden voor het gebruik van de blusmiddelen;

— de aanwezigheid en de aard van de veiligheidsvoorzieningen van de technische installaties (gasafsluiter, veiligheidspaneel,...);

— het mogelijke evacuatiecircuit;

— het beschikbaar meldingsmiddel.

**2.9.2.** De exploitant maakt een schriftelijk document met alle inlichtingen bedoeld in punt 2.10.1. aan de bewoners over.

**2.9.3.** De exploitant en de leden van de begeleidingsploeg gaan eensgezind over tot een test van de installaties voor veiligheidsverlichting en voor automatische branddetectie.

**2.9.4.** Vóór de bewoning van de plaatsen informeren de verantwoordelijke voor kampen de burgemeester van de fusiegemeente over :

— de plaats,

— de duur van het verblijf,

— het aantal deelnemers,

— de personalia van de verantwoordelijke(n) voor de kamp en een telefoonnummer.

De burgemeester maakt die inlichtingen ter informatie over aan de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

#### **2.10 Noodnummers**

De nooddiensten 100 of 112 moeten duidelijk aangegeven worden (zie punt 2.7).

De exploitant zal eraan herinneren dat minstens één van de leden van de begeleidingsploeg per eenheid van 50 begeleide jongeren en per kampplaats aanwezig moet zijn en per GSM (zaktelefoon) bereikbaar moet zijn, voor zover de ontvangst voldoende is.

#### **2.11. Materialen**

De beweeglijke materialen die voor de afbakening van de ruimten voor nachtgebruik dienen, moeten van het type A2 zijn wat betreft de brandreactie (Belgische indeling).

De vaste materialen die voor de versiering en de afbakening van de ruimten voor nachtgebruik dienen, moeten van het type B-s2 d<sub>1</sub> zijn wat betreft de brandreactie (Europese indeling) maar hout blijft evenwel toegelaten.

#### **2.12. Bescherming tegen vallen**

De putten, tanken, bekkens, reservoirs en één of andere openingen, wanneer ze gevaarlijk zijn voor de gebruikers, moeten voldoende overdekt zijn of omringd zijn met stevig vastgemaakte borstweringen, van minstens 1 meter hoog.

De raam- en deuropeningen en andere openingen in de muren waarvan de drempel op minder dan 70 cm boven de vloer naar de binnenkant ligt en op meer dan 1,50 m boven de grond naar de buitenkant, moeten beschermd worden door stevig vastgemaakte borstweringen van minstens 1 meter hoog.

De trappen moeten voorzien zijn van stevige leuningen die geplaatst zijn op een minimale hoogte van 0,75 m aan de kant met een eventueel valrisico. Wanneer de breedte van de trappen hoger is dan 1,50 m of wanneer een valrisico bestaat aan beide kanten, zijn de leuningen dubbel.

De leuningen moeten zo vervaardigd zijn dat de kinderen niet kunnen binnensluipen tussen de spijlen. Hetzelfde geldt voor de leuningen wanneer een valrisico bestaat.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2009 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005.

Namen, 3 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

## **REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

### **MINISTERE**

#### **DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2009 — 1659

[C - 2009/31251]

#### **25 MARS 2009. — Arrêté ministériel établissant les instructions aux mandataires**

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Finances,

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 octobre 2006 portant sur les acteurs financiers, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 septembre 2007, notamment l'article 49, § 6, alinéas 1<sup>er</sup> et 4;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 avril 2008;

Vu l'avis 44.535/2 du Conseil d'Etat, donné le 9 juin 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

### **MINISTERIE**

#### **VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 2009 — 1659

[C - 2009/31251]

#### **25 MAART 2009. — Ministerieel besluit houdende richtlijnen voor de mandatarissen**

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Financiën,

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 oktober 2006 betreffende de financiële actoren, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 september 2007, inzonderheid op artikel 49, § 6, eerste en vierde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 april 2008;

Gelet op het advies 44.535/2 van de Raad van State, gegeven op 9 juni 2008 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup> van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;